

Philippe Teillet

Jours de la Cinquième République

Presses universitaires de Grenoble

Chapitre 8

Le 30 octobre 1980, la candidature de Coluche à la présidentielle : la crise de la représentation

C'est à la fin des années 1960 que Michel Colucci, alias Coluche, né en 1944, commence à se produire dans des cabarets parisiens. Il participe à la création du Café de la Gare qui incarnera dans l'après mai 1968 une forme alternative de music-hall. Ses premiers et fugaces passages à la télévision, en 1971, témoignent d'une position encore marginale dans le champ culturel. Il accède à l'Olympia en 1972 et fait une nouvelle apparition à la télévision en mai 1974 après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Son personnage est alors celui d'un timide incapable de terminer le récit de ses histoires. Sa parodie d'un jeu télévisé renforce ensuite sa notoriété. D'avril 1978 à juin 1979, il est accueilli sur les antennes de *Europe n°1*, puis en janvier 1980 sur celles de *RMC*. À chaque fois, ses provocations conduisent les responsables de ces radios à rompre son contrat. En 1985, il participe au grand concert de *SOS Racisme* fondé deux ans plus tôt et retourne sur *Europe n°1*. Il y lance l'idée des *Restaurants du Cœur* avant de décéder lors d'un accident de moto en juin 1986.

Son renvoi de *RMC* avait suscité des réactions de soutien de la part d'auditeurs. Encouragé par quelques proches, Coluche envisage de se présenter à la présidentielle de 1981 de façon à bénéficier d'une liberté de parole que ne lui accordent pas les radios⁸⁷. Après plusieurs mois d'hésitations, il convoque une conférence de presse le 30 octobre 1980 au théâtre du Gymnase, pour rendre publique sa candidature : « J'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les pédés, les femmes,

87. L'histoire de cette candidature a fait l'objet d'un film : *Coluche, l'histoire d'un mec*, A. de Caunes, 2008.

les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les gouines, les apprentis, les Noirs, les piétons, les Arabes, les Français, les chevelus, les fous, les travestis, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques à voter pour moi, à s'inscrire dans leurs mairies et à colporter la nouvelle. TOUS ENSEMBLE POUR LEUR FOUTRE AU CUL AVEC COLUCHE. Le seul candidat qui n'a aucune raison de vous mentir ! »

Après cette déclaration, les sondages annoncent des pourcentages relativement élevés d'« intentions » de vote en sa faveur (entre 10 et 12,5% en novembre 1980). Sa présence parmi les candidats menace un temps de troubler le jeu politique. Mais les enquêtes suivantes montrent une chute de ces « intentions » : entre 8 et 9% en décembre 1980, 5 et 7% en janvier 1981. Coluche renoncera à sa candidature le 7 avril. La présidentielle de 1981 pourra donc se dérouler comme prévu avec l'affrontement de personnalités plus conventionnelles et la reproduction au second tour du « duel » de 1974.

Pendant quelques mois, Coluche a lancé un défi à ce que les fondateurs de la Cinquième République avaient constitué comme l'acte politique suprême : se présenter à la présidence de la République. Surtout, il a cristallisé une virulente critique du monde politique, de droite comme de gauche. Sa candidature est alors apparue comme l'une des premières manifestations de la crise de la représentation qui ne cessera par la suite de se faire de plus en plus sensible.

Coluche candidat : un tournant de la vie politique française ?

Dérision et critique politique

La carrière de Coluche s'ancre dans une forme de libéralisme culturel apparu autour des événements de mai 1968. Cette adéquation à l'esprit du temps ne lui aurait pas permis d'accéder à la notoriété s'il n'avait pas été en mesure de sortir de cette partie du champ artistique – alternatif ou marginal – où il avait fait ses débuts. Le soutien de franges jeunes, diplômées et militantes de la population ne pouvait en effet lui permettre de bénéficier d'une vaste audience. C'est donc par la télévision, puis

la radio, mais aussi grâce à une certaine ambiguïté de ses propos où la sensibilité « soixante-huitarde » flirtait avec une certaine gouaille populaire (langage « cru », satire des puissants, de la police et des politiques de tous bords), qu'il est parvenu à sortir de l'espace étroit où il avait obtenu une première reconnaissance. Son accès aux plateaux télévisés était aussi facilité par l'absence chez lui de tout discours politique structuré, voire partisan, qui l'aurait assimilé (comme pour Guy Bedos, par exemple) à un soutien apporté à l'opposition. Toutefois, la notoriété de Coluche et sa consécration télévisuelle sont aussi dues à d'autres facteurs comme la libéralisation de la télévision après 1974, ses succès relatifs au cinéma ou ses actions caritatives dans les derniers mois de sa vie.

La critique du monde politique, qui apparaîtra progressivement dans le discours de Coluche, est aussi liée, comme l'a souligné Pascal Ory (1983), à « l'âge de dérision » qui caractérise la France de l'« après-Mai ». La contre-culture et la radicalité politique se mariaient alors à une tradition satirique et s'attaquaient aux autorités et valeurs traditionnelles, avec autant de virulence que d'humour, dans des publications comme *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo*, *Actuel*, puis dans le quotidien *Libération* fondé en 1973. La critique de Coluche et son audience s'expliquent aussi par le fait que la place autrefois occupée par les intellectuels s'était depuis quelque temps relativement vidée. La deuxième moitié des années 1970 a en effet été marquée par la « fin du prophétisme intellectuel » (Goetschel, Loyer, 1995) longtemps incarné par la figure de Sartre. Le discrédit croissant du marxisme et des perspectives révolutionnaires a conduit à de profondes recompositions au sein de la gauche intellectuelle qui dominait depuis la *Libération*. Des figures emblématiques ont rompu avec leurs engagements initiaux et opté pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme. D'autres ont préféré s'engager non plus au nom de valeurs universelles mais à partir de leurs compétences spécifiques sur des terrains comme la situation des femmes, des minorités, des lieux d'enfermement (prison, hôpital psychiatrique, caserne, etc.), peu propices à l'exercice d'un magistère moral⁸⁸. En outre, lors de sa montée en puissance durant les années 1970, le Parti socialiste n'était pas parvenu à capter à son profit le soutien des milieux intellectuels en rupture du communisme. Après 1981, leur refus

88. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que des intellectuels entrent à nouveau sur le terrain des luttes sociales.

de cautionner, pour des raisons diverses et parfois opposées, les politiques des gouvernements de Mitterrand, conduira Max Gallo (écrivain, alors ministre) à regretter le « silence des intellectuels »⁸⁹. Dans un tel contexte, des personnalités, des artistes et des comiques en particulier, ont pu pénétrer sur le terrain politique et médiatique pour donner un visage nouveau à la critique du pouvoir.

L'incarnation de la différence en politique

La « candidature » Coluche prend aussi place dans ce qui pimente parfois le quotidien des démocraties : l'apparition de personnalités « décalées », troublant le jeu politique habituel en jouant justement de leurs différences. Les distorsions entre la représentation politique et la sociologie de la population sont en effet telles qu'il est possible de dénoncer, tout en se réclamant des principes démocratiques, l'échec des mécanismes électifs à assurer une représentation socialement équitable (Rosanvallon, 2002). Si ces logiques nourrissent en partie ce que certains auteurs désignent aujourd'hui comme du « populisme » (Mény, Surel, 2000), elles ont aussi pour conséquence de légitimer l'entrée en politique de personnalités différentes prétendant mieux représenter leurs concitoyens et leurs aspirations. Des professionnels du spectacle ou de la télévision, des personnalités plus ou moins célèbres issues de la société civile, pour peu que les médias leur prêtent attention, pèsent parfois sur la vie politique et y bousculent le jeu routinier. Ce fut le cas, entre autres et à des degrés divers, d'Yves Montand, Daniel Balavoine, Bernard Tapie, Dieudonné ou Nicolas Hulot.

Plus précisément, la candidature de Coluche pourrait être rapprochée des parcours accomplis par certains candidats atypiques qui, depuis 1965, sont parvenus à obtenir les parrainages nécessaires pour participer aux différentes campagnes présidentielles. Au-delà des représentants de petites formations politiques, des personnalités plus ou moins pittoresques ou désignées par des organisations ne s'inscrivant dans aucune famille politique bien identifiée, se sont présentées aux suffrages des Français (M. Barbu, en 1965, Louis Ducatel, en 1969, Jacques Cheminade, en 1995, Jean Saint-Josse, en 2002, Frédéric Nihous et Gérard Schivardi, en 2007). Cette « lignée » n'a d'ailleurs qu'une faible cohérence. Certains de ces candidats ont appartenu à de grandes formations politiques, d'autres

89. *Le Monde* du 26 juillet 1983.

ont créé des organisations relativement durables (comme Chasse, pêche, nature, tradition), d'autres encore ont pu obtenir le soutien de petits partis (Gérard Schivardi). Mais la « candidature » Coluche se distingue de cet ensemble, d'abord, parce qu'il n'a été que candidat à la candidature (il n'a pas tenté d'obtenir les parrainages nécessaires), ensuite, parce qu'il n'avait auparavant exercé aucune responsabilité politique, même locale, et qu'il ne disposait pas des ressources culturelles des candidats habituels et de plusieurs de ces « atypiques » (Cheminade, Ducatel, en particulier).

Toutefois, la personnalité de Coluche, les modalités et contenus de sa déclaration de candidature, en ont fait le « candidat » le plus exceptionnel de toutes les élections présidentielles. Et surtout, en jouant de cette différence, il l'a retournée contre les compétiteurs habituels en pointant leur faible représentativité sociale, la distance qui les sépare des citoyens ordinaires, leur propre différence en somme. C'est en particulier sur cet aspect que son entrée en politique a reçu un certain nombre de soutiens.

Les soutiens apportés à sa candidature

Deux d'entre eux méritent d'être soulignés, pourtant bien différents l'un de l'autre. Celui de Gérard Nicoud, d'abord, ancien secrétaire général du CID UNATI (Confédération intersyndicale de défense et d'union nationale d'action des travailleurs indépendants). Il s'agissait d'une organisation essentiellement constituée de petits commerçants luttant contre l'implantation des grandes surfaces au début des années 1970. Rejoignant le combat de Pierre Poujade à partir de 1953 (qui visait essentiellement l'administration fiscale), Gérard Nicoud avait su fortement mobiliser autour de sa cause et obtenir une victoire avec l'adoption en 1973 de la Loi Royer régulant l'implantation des grandes surfaces. Cela étant, il est difficile de rabattre la candidature de Coluche sur une sensibilité poujadiste. Les intentions de vote en sa faveur ne parvenaient pas du même électorat et le libéralisme culturel dont il était l'expression était loin de la sensibilité des petits commerçants.

Il s'agit aussi du soutien de certains intellectuels comme Félix Guattari, Gérard Deleuze et surtout Pierre Bourdieu. Les prises de position de ce dernier avaient précédemment suivi certains thèmes de ses travaux (sur la guerre d'Algérie et la question coloniale, l'éducation et la culture, notamment). Elles s'en sont ensuite relativement autonomisées en concernant

les luttes sociales, les médias ou le libéralisme. S'agissant des questions politiques, après avoir mis en cause la notion d'« opinion publique » en 1971, et les déterminations sociales des compétences politiques (de la capacité à s'exprimer sur des questions politiques, notamment lors des sondages), ses recherches ont surtout concerné la question de la représentation politique⁹⁰. Ses travaux sur la politique ont souligné à la fois la faible représentativité des « représentants » et l'écart entre professionnels et « profanes » (simples citoyens) de la politique. Les uns concentrant les moyens de production proprement politiques (idées, programmes, propositions, choix collectifs, etc.), les autres étant largement dépossédés d'une capacité d'intervention sur les orientations données par les premiers. Constituant une forme de critique des présupposés fondant la relation (de représentation) entre élus et électeurs, son travail rejoignait la position exprimée par Coluche. Non seulement, ce dernier était socialement très éloigné du profil des hommes politiques traditionnels, mais il prétendait représenter tous les groupes sociaux mal représentés voire non représentés par le monde politique, exprimant ainsi dans d'autres mots que ceux de P. Bourdieu, la critique de la séparation entre profanes et professionnels de la politique.

Le contexte de fin de mandat

La dernière période du septennat de Valéry Giscard d'Estaing a aussi contribué à rendre possible tant cette candidature, que les soutiens qu'elle a reçus. Elle a en effet été marquée par une double désunion politique, à gauche (rupture lors de l'actualisation du programme commun de la gauche, en 1977) et à droite (tensions de plus en plus vives entre les gaullistes, d'un côté, le président et son Premier ministre Raymond Barre, de l'autre). À droite, ces tensions s'étaient renforcées en 1977 lors de la campagne pour les élections municipales à Paris, puis en 1978 après la création de l'UDF afin de fédérer les forces politiques non gaullistes de la majorité. Le succès relativement inattendu de la majorité sortante aux législatives de mars 1978, puis aux européennes de 1979, ayant plutôt conduit à accroître la compétition entre les deux pôles de la droite. À gauche, l'échec symétrique faisait douter de la possibilité d'une alternance

90. « La représentation politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, février – mars 1981 ; « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984.

dans un avenir proche. Or, le système politique non seulement bloqué, mais il s'enfonçait dans un climat d'affaires et de scandales : révélations en octobre 1979 sur les « diamants » du dictateur de Centrafrique, Bokassa, offerts en cadeau au président de la République, suicide dans des conditions suspectes de Robert Boulin le 30 octobre 1979, ministre du Travail, gaulliste, opposé à Jacques Chirac et pressenti pour prendre la tête du gouvernement. Par ailleurs, la création du Parti socialiste en 1969, sur les cendres de la SFIO, avait permis de redonner un certain attrait à cette vieille et grande formation politique. Mais l'arrivée de Mitterrand à sa direction, lors du congrès d'Épinay de 1971, jetait le trouble chez certains adhérents et électeurs. Son passé et ses expériences ministérielles au sein de gouvernements de la Quatrième République faisant douter autant de la profondeur de ses convictions socialistes, que de sa capacité à incarner les aspirations exprimées en 1968.

Entre le triomphe et la crise du politique

La candidature de Coluche peut donc être considérée comme un symptôme de ce qui sera progressivement appelé « crise du politique » ou « crise de la représentation », voire de la démocratie. Mais c'est surtout la grille d'interprétation qu'en propose Pierre Bourdieu qui mérite d'être examinée, celle d'un geste donnant à voir la coupure profonde entre gouvernants et gouvernés. C'est de ce point de vue qu'il est possible d'opposer deux moments de la Cinquième République : celui de sa mise en place et des premiers temps de la présidence gaullienne, et la période récente souvent qualifiée à partir de termes comme le *désenchantement* (Perrineau, 2003), la *panne* (Capdevielle, 2005) et, surtout, la *crise* (Rémond, 1993) : crise de confiance à l'égard du personnel politique, mais aussi à l'égard de l'action politique, qu'il s'agisse du militantisme partisan ou de l'action des dirigeants, dont l'efficacité est de plus en plus mise en doute.

Ce qui apparaît avec le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, après une période marquée par l'instabilité des gouvernements et surtout par leur incapacité à mettre fin aux « événements » d'Algérie, c'est une forme de croyance restaurée en la puissance du pouvoir politique. Cette croyance était d'abord favorisée par le charisme de De Gaulle, entendu au sens de Max Weber comme un pouvoir reposant sur les qualités *attribuées* à un personnage et qui expliquent ainsi l'obéissance qui lui était accordée (en

fonction de son passé glorieux et des vertus qui lui étaient reconnues). Elle est aussi fortement liée au discours gaullien et à ce qui le rend crédible, soit d'un côté une mise en récit des transformations politiques en cours après son retour (disqualification du régime antérieur, de la classe politique, des institutions de la Quatrième République) et, de l'autre, un certain nombre de faits semblant illustrer le changement et l'efficacité inédite du pouvoir sur un terrain à la fois politique (fin de la guerre d'Algérie, constitution d'une majorité présidentielle, renforcement des pouvoirs du président, etc.) et économique (croissance, modernisation, consommation). En somme, le retour de De Gaulle inaugure un moment singulier de la vie politique française où le pouvoir politique retrouve du crédit sous une forme particulière dans une démocratie, celui d'un pouvoir suprême conféré à un individu.

La crise sensible depuis les années 1980 contraste donc nettement avec cette époque de la vie politique française. Pourtant, elle n'est pas unique et apparaît dans bien d'autres pays⁹¹. Elle se manifeste d'abord par le déclin de la participation électorale. L'ensemble des systèmes politiques de la zone ouest européenne et nord américaine a connu un double mouvement : un accroissement de la participation électorale après la deuxième guerre mondiale, qui s'est poursuivi jusqu'aux décennies 1960 et 1970 ; puis, une fois ce sommet atteint, la participation a décliné et est souvent redescendue à un niveau inférieur à son point de départ. Toutefois, ce modèle général connaît des inflexions et les évolutions de la participation ne sont pas linéaires. De même, l'abstention est plus élevée dans les groupes sociaux défavorisés et chez les personnes de faible niveau scolaire (Gaxie, 1978).

Le déclin de l'implication politique personnelle complète ce diagnostic. L'intérêt déclaré pour les informations politiques, les connaissances, la capacité à former des jugements et à se construire une identité politique témoignent du degré d'implication d'un individu. De ce point de vue, au-delà de l'identification à un parti (en baisse), c'est surtout la dégradation de l'image des acteurs politiques qui donne à cette crise son aspect le plus saillant. Nombre d'enquêtes attestent d'un sentiment de défiance à l'égard des dirigeants, de la conviction fortement répandue selon laquelle ils ne s'occupent pas de ce que pensent les gens, de la fréquence de jugements

91. E. Schweisguth, « La dépolitisation en questions », in. G. Grunberg, N. Mayer, P. M. Sniderman, *La démocratie à l'épreuve*, Presses de Sciences Po, 2002.

concernant leur malhonnêteté (Balme *et al.*, 2003 ; Mossuz-Lavau, 1994). Enfin, la montée de la participation non conventionnelle ajoute un élément de plus à ce diagnostic. Les manifestations, les mobilisations diverses (opposition à un projet d'aménagement, défense des sans papiers, action en faveur des droits des pères divorcés, etc.) ont une importance croissante qui contraste avec le déclin de la participation électorale, ainsi que celui des organisations politiques traditionnelles aux objectifs globaux (partis, syndicats). Mais cette défiance généralisée à l'égard du monde politique banalise excessivement la situation française. Son analyse témoigne en effet de dimensions plus spécifiquement nationales.

La crise du politique en France et ses analyses

« Crise du politique », « crise de la démocratie » ou « crise de la représentation » ? Ces formules posent des diagnostics à la fois proches et distincts sur une situation présentée comme récente et pathologique. Or, il y a eu dans l'histoire de nombreuses périodes de défiance entre dirigeants et dirigés : Boulangisme, affaire Dreyfus, antiparlementarisme des années 1930, événements de 1958, de 1968, de 1995, etc. En affirmant en même temps la souveraineté du peuple et sa dépossession, les démocraties représentatives ne sont-elles pas structurellement vouées à s'y confronter ? (Lacroix, 1994). Quoi qu'il en soit, depuis le début des années 1960, la France est passée d'une situation de confiance envers le pouvoir politique à une phase de défiance qui affecte la légitimité de ceux prétendant gouverner et représenter. Par-delà différentes hypothèses, deux phénomènes propres aux dernières décennies peuvent justifier le diagnostic d'une crise singulière marquant la vie politique contemporaine.

L'autonomisation du champ politique

L'engagement de Pierre Bourdieu en faveur de Coluche reposait sur l'analyse selon laquelle la candidature de ce dernier soulignait la fermeture du champ politique sur lui-même et, contrairement aux principes démocratiques affichés, pointait les mécanismes de censure et d'exclusion interdisant à une grande partie de la population de se présenter à des élections, d'exercer des responsabilités politiques et de recevoir des mandats représentatifs.

La notion de champ social s'inscrit dans un cadre d'analyse des sociétés contemporaines soulignant l'autonomisation progressive de sphères d'activités autour de tâches et d'enjeux spécifiques. Un champ social est un réseau de relations entre des positions hiérarchisées occupées par des agents. Considérer la sphère politique comme un champ social souligne ce qui distingue les « profanes » (la plupart des individus n'occupant aucune position au sein de ce champ) du groupe particulièrement restreint des professionnels de la politique (élus, dirigeants de partis, etc.). L'autonomie d'un champ lui permet d'obéir à des règles qui lui sont propres et de définir ses valeurs et hiérarchies à partir des relations entre ses agents. À l'inverse son hétéronomie signale sa dépendance à l'égard d'autres champs sociaux. Par exemple, l'art pour l'art est un principe susceptible de conférer au champ artistique son autonomie. Mais les succès commerciaux, l'intervention des autorités politiques ou religieuses peuvent aussi témoigner de l'influence qu'exercent sur lui les champs économiques, médiatiques, politiques ou religieux. Comme les autres champs sociaux, le champ politique est travaillé entre des forces tendant à en accentuer l'autonomie (il se referme sur lui-même et ne dépend que faiblement d'agents qui lui sont extérieurs, comme la plupart des citoyens n'occupant aucune position dans ce champ) et d'autres, contraires, favorisant son hétéronomie, c'est-à-dire l'accentuation de sa dépendance à l'égard de logiques ou d'agents extérieurs (des électeurs aux forces économiques, en passant par les médias).

La disqualification du régime de la Quatrième République, dit « des partis » dans la rhétorique gaulliste (alors qu'en vérité les partis étaient moins capables d'imposer des logiques collectives à leurs membres, notamment parlementaires, qu'ils ne le sont depuis les années 1960) et, à l'inverse, les appels gaulliens au peuple et la volonté de l'insérer dans le jeu politique, peuvent être considérés comme des éléments visant à réduire l'autonomie du champ politique. La situation de la Quatrième République était en effet marquée par l'absence de référendum, par des élections nationales réduites aux législatives, par des élections locales limitées aux municipales et cantonales, un rare usage des sondages, une plus faible médiatisation (bien que la presse écrite jouait un rôle politique important). À l'inverse, la Cinquième République se caractérise par un usage plus intense du référendum (10, dont 5 dans le cadre gaullien), par la création de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, par celles des parlementaires

européens (1979) et des conseillers régionaux (1986), mais aussi par le développement des sondages, la médiatisation considérablement accrue de la vie politique, la multiplication des chaînes de télévision et des radios et le recours intense à la communication politique. Dès lors, la légitimité d'un acteur politique semble, plus que par le passé, dépendre du soutien des profanes (électeurs, répondants à des sondages, auditeurs ou télé-spectateurs), que du seul soutien de ses pairs. Sensible pour De Gaulle, ce phénomène s'est aujourd'hui généralisé et est devenu déterminant dans les mécanismes de présélection des candidats. On pourrait donc conclure à une plus grande ouverture du champ politique et de ce fait à une plus grande faculté des profanes à peser sur les compétitions politiques. Toutefois, le champ politique a montré aussi des signes d'autonomisation croissante.

D'abord, en raison de l'existence d'enjeux et d'intérêts propres aux acteurs politiques (ce qui autorise d'ailleurs à parler de champ politique). La compétition pour le contrôle effectif du pouvoir politique, celle pour la maîtrise des moyens nécessaires à cette compétition, notamment, ne constituent pas des enjeux pour le plus grand nombre des individus. De même, si les élus prennent en charge les intérêts de ceux qu'ils représentent, ils se consacrent aussi à la défense d'intérêts (personnels ou partisans, voire « corporatistes ») qui leur sont spécifiques et qui ne sauraient se confondre avec ceux des « profanes » (Gaxie, 1996). L'autonomisation du champ politique se nourrit également de l'existence de règles du jeu propres à cet univers, auxquelles ne sont pas soumis directement la plupart des individus. Il s'agit en particulier de règles constitutionnelles et législatives essentielles à la vie politique (modes de scrutin, financement des activités et partis politiques). S'y ajoutent des règles pratiques, également propres à cet univers, souvent tacites, qui s'imposent aux acteurs politiques (tout autant qu'ils se les imposent) : capacité à discourir et à faire face à différents publics, production de « petites phrases », obligation de répondre aux initiatives de l'adversaire et aux sollicitations des médias, de consacrer beaucoup de temps à des tâches qui peuvent paraître sans grande importance (arpenter sa circonscription, participer à des manifestations diverses, etc.). L'autonomie du champ politique se repère aussi aux profils sociaux spécifiques des professionnels de la politique. L'activité politique s'est professionnalisée (en raison notamment de son financement public, depuis les indemnités parlementaires jusqu'aux aides apportées aux partis). Elle propose de véritables carrières qui vont souvent bien au-delà de l'âge de

la retraite. Les acteurs politiques ont donc une identité (professionnelle) spécifique, un métier (au sens de savoir pratique) distinct, des expériences communes propres à leur profession. Enfin, les processus de sélection du personnel politique, par les partis puis par les électeurs, tendent à favoriser ceux présentant des caractéristiques recherchées correspondant à l'idée socialement construite des qualités nécessaires à l'exercice de responsabilités politiques. Ce qui a pour effet dans les démocraties occidentales que les parlementaires et membres de gouvernement sont plutôt des hommes, blancs, d'âge mûr, issus de catégories sociales moyennes ou supérieures, diplômés de l'enseignement supérieur, ayant effectué leurs études dans les grandes villes ou la capitale, titulaire d'un mandat exécutif local. Dès lors, les représentants sont peu représentatifs de ceux qu'ils représentent. Olivier Costa et Éric Kerrouche font cependant remarquer qu'une représentation politique en miroir de la société serait non seulement techniquement difficile à mettre en œuvre (quelles caractéristiques retenir dans la représentation ?) mais également pas assurée de donner aux représentants plus de légitimité qu'une représentation déformante (Costa, Kerrouche, 2007).

Des facteurs plus spécifiquement français renforcent cette autonomie. Il s'agit d'abord du poids des haut fonctionnaires dans la vie politique (dont le profil social est loin d'être représentatif de la population), ensuite, de la faiblesse et de la présidentialisation des partis politiques. Jamais dans ce pays, les partis politiques n'ont été des organisations fortes d'un nombre élevé d'adhérents⁹² (Bréchon, 2005). Néanmoins, si De Gaulle avait pu s'affranchir des partis, ces derniers, y compris celui qu'il avait suscité, sont devenus des acteurs clés de la vie politique. Aucun candidat à une élection importante ne peut espérer l'emporter sans le soutien d'une organisation partisane. C'est donc au sein d'organisations peu représentatives, peu en prise avec le reste de la société, que sont définis les stratégies et programmes politiques et, surtout, que sont sélectionnés les candidats. Enfin, la présidentialisation du régime a conduit à une certaine présidentialisation des partis où se sont progressivement développées les luttes entre présidentialisables et leurs camps qui apparaissent souvent aux

92. Toutefois, des efforts au sein de l'UMP et du PS, en amont de la présidentielle de 2007, ont permis de dépasser le chiffre de 200 000 adhérents pour chacune de ces formations. Il restera cependant à vérifier la stabilité de ces chiffres sur la durée.

yeux de leurs spectateurs, à tort ou à raison, comme l'expression la plus manifeste du repli du monde politique sur lui-même.

Le système politico-médiatique de la Cinquième République

Si le régime politique désigne l'architecture constitutionnelle, le système renvoie au fonctionnement des institutions politiques. Or, sous la Cinquième République, celui-ci a été marqué par une forte présidentialisation. Parallèlement, la transformation des rapports entre acteurs politiques et médias a largement contribué à redéfinir les modalités du jeu politique. Ces deux phénomènes, constitutifs d'un système politico-médiatique, jouent un rôle important dans la défiance des Français à l'égard du monde politique.

Voulue par le général De Gaulle, la domination du président de la République a progressivement bénéficié du ralliement de la gauche qui s'y était d'abord opposée. Elle a deux conséquences principales : l'affaiblissement du parlement et la prééminence de l'exécutif. Il est encore trop tôt pour dire si les évolutions institutionnelles récentes en faveur du parlement⁹³ auront les effets attendus, mais ses possibilités de contrôle et de mise en jeu de la responsabilité politique du gouvernement ont été fortement restreintes depuis 1962. Quant à la prééminence de l'exécutif, hors les situations de cohabitation, elle bénéficie au chef de l'État au nom de la légitimité que lui confère son élection par l'ensemble du corps électoral. Conforté par une administration puissante, le pouvoir exécutif est à l'abri de toute procédure visant à mettre en cause sa responsabilité. D'où une situation d'irresponsabilité du véritable lieu de pouvoir. Il résulte de cette combinaison de caractéristiques un jeu politique déconcertant dans lequel la conduite de l'action politique semble échapper au contrôle des citoyens : leurs représentants sont domestiqués et le chef de l'État ne leur rend des comptes qu'à la fin de son mandat, indépendamment des désaveux éventuellement exprimés entre-temps. Plus encore, un certain mimétisme s'observe au niveau des systèmes politiques locaux, reproduisant à leur échelle et de façon variable selon le type de collectivités, la présidentialisation du pouvoir national. Ce modèle vertical d'organisation va de paire avec des responsabilités revendiquées (au sommet) en l'absence

93. Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Cinquième République.

de mécanismes effectifs permettant aux titulaires des principaux pouvoirs de répondre de leurs actes. Ajouté à la faiblesse de l'autorité judiciaire, ce trait de la Cinquième République nourrit logiquement un sentiment de défiance des citoyens à l'égard de dirigeants sans contre-pouvoirs.

Le rôle des médias vis-à-vis de la crise du politique pourrait être considéré comme étant essentiellement celui de témoins rendant compte d'une situation observée à partir d'une position extérieure. Les analyses qu'ils proposent de ce phénomène en soulignent généralement quatre dimensions principales : l'écart entre les formations politiques et la société civile ; le poids excessif des coups, des mises en scène et des petites phrases ; la personnalisation de la vie politique au détriment d'une réflexion de fond ; la vacuité du discours politique, un alignement des programmes des grands partis. Ces éléments s'appuient sur des faits tangibles tout en pouvant être partiellement contestées. Mais la situation des médias n'est pas seulement celle d'observateurs. Pour saisir leur rôle exact (en partie acteurs des faits dénoncés), il faut rappeler deux évolutions qui ont eu des effets puissants sur le rapport que les politiques entretiennent avec eux et qui pèsent lourd dans les diagnostics de « crise du politique » : le recours intense aux sondages et la primauté conquise par la télévision.

S'agissant des sondages, si la France en est grande consommatrice, c'est en partie parce que la presse en commande un grand nombre en espérant faire de leurs résultats un élément d'information, voire un outil de promotion. Lorsqu'ils ont trait à l'action ou aux acteurs politiques, ces sondages font du futur électoral (tel que construit par ces instruments) le présent de la vie politique. Ils conduisent les acteurs politiques à être en permanence exposés aux verdicts de l'« opinion publique » et font du soutien de cette même « opinion » un élément de la concurrence entre candidats, y compris au sein d'un même camp. D'où la métaphore de la course de chevaux pour exprimer la représentation qu'ils donnent de la vie politique et la transformation tendancielle de cette dernière en campagne permanente. L'exposition aux verdicts des sondages peut aussi conduire à une forme de pasteurisation de l'offre politique vidée de ses contenus susceptibles d'être sanctionnés par « l'opinion publique » ou, au contraire, à l'ajuster aux demandes constatées par sondages. Ce que des médias, consommateurs de ces enquêtes, se chargeront alors de dénoncer...

De son côté, la domination de la télévision sur la presse écrite a fait de l'excellence télévisuelle une compétence essentielle pour un acteur politique prétendant aux plus hautes responsabilités. Parallèlement, la multiplication des chaînes a conduit à de nouvelles exigences pour la médiatisation du discours politique : le besoin d'images, la recherche d'un spectacle, de « bons clients », l'adoption d'un format discursif court et percutant, un relatif changement d'attitude des journalistes à l'égard des hommes politiques passant par plus d'indépendance pour faire valoir cette liberté de ton dans la concurrence qui oppose chaînes et émissions, etc. Ces « contraintes » médiatiques sont intégrées par les politiques professionnels qui vont du coup produire du « prêt à médiatiser » (images, phrases, symboles, *peoplization*, etc.) témoignant d'une certaine intelligence du jeu médiatique, tout en les exposant à la critique de certains médias dénonçant une dérive « spectaculaire » de la vie politique. C'est pourquoi, au final, le thème de la crise de la représentation ne peut être dissocié des conditions nouvelles d'interactions entre politiques et médias.

Crise de la démocratie, du politique ou de la représentation ?

La crise de la démocratie ne peut pas être retenue : toutes les enquêtes menées dans les démocraties européennes témoignent de l'attachement que lui vouent les citoyens (aux élections libres, au suffrage universel, à l'État de droit), attachement d'autant plus important que la démocratie est anciennement installée. Peut-on parler alors de crise du politique ? Il semble que l'on soit plutôt confronté à une crise d'une certaine façon de faire de la politique, celle qui réduit la participation politique au vote, qui confère aux partis politiques un rôle majeur dans l'expression des préférences et qui est jugée peu soucieuse d'efficacité. À l'inverse, l'intérêt pour l'information politique, pour des pratiques politiques non conventionnelles, la montée des engagements en faveur de causes spécifiques et pratiques, montrent, du moins chez certains citoyens, que ce sont d'autres formes de pratiques politiques et de rapport à la politique qui les attirent désormais. Mais ce qui est incontestablement en crise, c'est la relation de confiance des citoyens ordinaires avec les professionnels de la politique. Le diagnostic d'une crise de la représentation est donc plus solidement fondé. C'est d'ailleurs, ce qu'exprimait la candidature Coluche.

Depuis son élection à la présidence de la République, l'action de Nicolas Sarkozy semble orientée par la volonté de surmonter la crise de confiance des citoyens à l'égard de leurs représentants. Les actions et politiques publiques mises en œuvre par ses gouvernements servent cette ambition. La démonstration de leur efficacité est censée donner des preuves tangibles de la réalité du pouvoir et restaurer la confiance que les citoyens peuvent lui accorder. Il s'agit toutefois d'une politique où la réalité de ces actions se distingue difficilement de la représentation qui en est proposée. D'où la constitution en enjeux politiques majeurs des résultats et des indicateurs de performance. L'objectif du Président est bien entendu de changer la donne dans certains domaines d'intervention. Mais en arrière-plan s'en dessine un second concernant la crédibilité du pouvoir politique. L'enjeu est donc doublement important et les risques grands. En effet, une telle perspective ignore que le travail gouvernemental n'a souvent que des effets assez faibles comparativement aux processus d'auto organisation des sociétés ainsi qu'aux multiples facteurs (autres que politiques) qui favorisent leurs transformations (Leca, 1996 ; Papadopoulos, 1998 ; Beck, 2001). Par ailleurs, l'activité décisionnelle des gouvernants est prise dans un complexe de décisions multiples venant d'acteurs sociaux très divers (Leca, Papini, 1985). Mais Nicolas Sarkozy considère que la confiance de ses concitoyens passe par l'incarnation de la volonté politique dans l'énergie réformatrice d'un individu. Exacerbant ainsi les traits de la Cinquième République, multipliant l'usage du « je » et les manifestations de la personnalisation du pouvoir, il rompt moins avec l'action de ses prédécesseurs qu'il ne cherche à ressusciter un âge d'or, celui du triomphe du politique des débuts de la Cinquième République.